



Département de la
Seine-Maritime

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 03/10/2017

Publication : 03/10/2017

Le Maire,
Daniel Fidelin



Arrondissement du
HAVRE

D.2017.09/Voeu1

Extrait du Registre des délibérations
Conseil Municipal du 26 septembre 2017

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	22
Nombre de Pouvoirs	11
Nombre de Votants	33

Extrait de la délibération affiché le **28 septembre 2017**.

L'an deux mille dix-sept, le **26 septembre à dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 18 septembre, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents

Daniel **FIDELIN**, Gilbert **FOURNIER**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Jean-Luc **GONFROY**, Virginie **LAMBERT**, Emmanuel **DELINEAU**, Patricia **DUVAL**, Pascal **LEFEBVRE**, Alexandre **MORA**, Jean-Pierre **QUEMION**, Estelle **FERRON**, Juliette **LOZACH**, Liliane **HIPPERT**, Fabienne **MALANDAIN**, Martine **LESAUVAGE**, Nada **AFIOUNI**, Jérôme **DUBOST**, Gilles **BELLIÈRE**, Damien **GUILLARD**, Aurélien **LECACHEUR**, Gilles **LEBRETON**.

Excusés ayant donné pouvoir

Laurent **GILLE** donne pouvoir à Jean-Luc **GONFROY**
Corinne **LEVILLAIN** donne pouvoir à Dominique **THINNES**
Marie-Paule **DESHAYES** donne pouvoir à Nicole **LANGLOIS**
Frédéric **PATROIS** donne pouvoir à Virginie **LAMBERT**
Gérard **DELAHAYS** donne pouvoir à Patricia **DUVAL**
Karine **LOUISET** donne pouvoir à Liliane **HIPPERT**
Marie-Christine **BASSET** donne pouvoir à Pascal **LEFEBVRE**
Sophie **CAPELLE** donne pouvoir à Daniel **FIDELIN**
Stéphanie **ONFROY** donne pouvoir à Juliette **LOZACH**
Franck **DORAY** donne pouvoir à Gilbert **FOURNIER**
Frédéric **LE CAM** donne pouvoir à Emmanuel **DELINEAU**

Secrétaire de séance

Alexandre **MORA** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Mardi 26 septembre 2017

2017.09 / Voeu1

VOEU DU CONSEIL MUNICIPAL SUR LES CONTRATS AIDES

Le Gouvernement a annoncé courant août, en pleine période estivale, la non reconduction d'un nombre important de contrats aidés, passant de 460.000 à un objectif en 2018 de 200.000.

Cette décision brutale vient impacter durement en premier lieu les bénéficiaires des contrats non reconduits et rompre une dynamique d'insertion portée par notre collectivité et de nombreuses associations de notre ville. Elle remet en cause également les services rendus au travers de ces emplois.

Par sa décision, le gouvernement a dénigré l'utilité des contrats aidés. Leur finalité est de permettre l'insertion de personnes tenues éloignées de l'emploi, de délivrer une formation dans ce cadre et de solvabiliser grand nombre d'activités et de services qui ne pourraient être rendus sans l'aide associée à ces contrats.

La Ville de Montivilliers a depuis de nombreuses années favorisé l'insertion de tous les publics loin de l'emploi en les accompagnant au moyen d'un soutien personnalisé. L'objectif est de pérenniser l'emploi. Cela représente à ce jour 15 emplois aidés, dans 4 services, notamment les écoles et les résidences autonomes pour personnes âgées. Les associations de la ville sont elle aussi impactées.

Nous dénonçons la brutalité de l'application de cette décision unilatérale, sans concertation ni anticipation. A titre d'exemple, après un engagement oral de Pôle Emploi courant juillet, arrive le 31 août à 16 h une annulation pour un contrat commençant le 1er septembre à 8 h.

La ville entend examiner une réorganisation des services afin d'éviter des situations humaines dramatiques, cela ne sera pas sans effet sur ces dépenses de fonctionnement. Paradoxalement le Gouvernement demande aux communes de diminuer leurs dépenses. Et cela ne va pas sans une insécurité juridique et financière qui demeure.

Mais la plupart des associations impactées ne seront pas en capacité de se retourner et de trouver une solution pour les personnes touchées par ce non renouvellement inopiné de contrats aidés.

Le Conseil municipal est solidaire des interventions des associations d'élus pour alerter les services de l'Etat sur les difficultés majeures créées par cette décision.

Le Conseil municipal réitère son soutien aux associations impactées et sollicite de votre part un examen attentif au cas par cas de ces emplois aidés et une attention particulière à leur égard. La vie associative ne peut pas être mise en danger par la suppression des emplois aidés, en particulier dans des domaines tels que l'insertion, l'éducation populaire et le sport.

Le Conseil municipal interpelle Madame la Préfète sur les difficultés créées par cette décision et demande sa révision, dans l'intérêt des bénéficiaires des contrats, des collectivités et des associations impactées, comme pour l'ensemble des habitants qui risquent de voir réduire de nombreux services utiles et nécessaires au quotidien.

VOEU ADOPTE A L'UNANIMITE par le Conseil Municipal.

*Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.
Pour extrait conforme au registre dûment signé.*



Le Maire,